

le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance :
20 rue Jean-Bouton - 75012 Paris

Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Editeur : L. Anselmi
-25b, rue de la Gardinière
4000 - ANTIÈPE

SUPPLEMENT N°5 pour la **Belgique**

Mars 79
Prix 20 F.

- LES ELECTIONS CONTRE
LES TRAVAILLEURS
- SUR LA NAISSANCE DU P.C.B
- A PROPOS DU CONGRES
DE LA F.G.T.B
- POUR LE PARTI OUVRIER
INTERNATIONAL
- L'UNIQUE VOIE DE L'EMANCIPATION
PROLETARIENNE
- NOTES:

Séguy au Japon
P. L. S. et les élections

il programma comunista
journal bi-mensuel

Le numéro : 1,50 F - 15 FB - 150 Lires - 1 FS
Abonnement annuel : 30 F - 300 FB - 3.500 Lires - 18 FS

le prolétaire
journal bi-mensuel

Le numéro : 2 F - 25 FB - 300 Lires - 1 FS
Abonnement annuel : 40 F - 500 FB - 6.000 Lires - 20 FS

Brochures "LE PROLÉTAIRE"

- 1 - Solidarité de classe avec les prolétaires chiliens ... (2 F)
- 2 - Solidarité de classe avec les prolétaires sous l'uniforme (2 F)
- 3 - Solidarité de classe avec les prolétaires immigrés (3 F)
- 4 - Pour l'unité des exploités du Maghreb ! (épuisé)
- 5 - Question féminine et lutte de classe (3 F)
- 6 - Qu'est-ce que le socialisme ?
(Socialisme scientifique contre « Socialisme national » algérien) (4 F)
- 7 - La grève des nettoyeurs du métro (Leçons et bilan) (4 F)
- 8 - Violence, terrorisme et lutte de classe (4 F)
- 9 - Elections et gouvernement de gauche, mystification bourgeoise (4 F)
- 10 - Postiers en lutte (Créteil, janvier 78) (5 F)

Auschwitz ou le grand alibi

Tel est le titre de la dernière brochure (numéro 11) parue dans la série « Le Prolétaire ».

Elle contient l'article du même titre paru dans notre revue en 1960 pour démolir la mystification de l'antifascisme démocratique et ses justifications « anti-antisémites » en mettant à nu la racine de l'extermination des Juifs, le capitalisme impérialiste dont la forme démocratique n'a rien à envier au fascisme ; car la démocratie, elle, a porté l'extermination des masses colonisées à son comble, mais a su la couvrir de la plus immonde hypocrisie.

Ce texte est précédé d'une introduction expliquant les causes de la campagne « anti-antisémite » actuelle, notamment la préparation psychologique du camp impérialiste anti-russe sans parler de l'excellente couverture que cette campagne donne au racisme dont sont victimes les prolétaires étrangers, maghrébins en premier lieu.

Militants, sympathisants, lecteurs, cette brochure est une arme de lutte ! Diffusez-la largement ! Passez commande au « Prolétaire ».

24 pages, Prix : 3 F

Presse du Parti en langue espagnole

VOICI LE SOMMAIRE DU NUMERO 29
(Décembre 1978 - Janvier 1979) de :

EL PROGRAMA COMUNISTA

- Nuestro «saludo» a la nueva Constitución española.
- En defensa de la continuidad del programa comunista (III): La táctica de la Internacional Comunista en el proyecto de tesis presentado por el PC de Italia al IV Congreso mundial (Moscu - noviembre de 1922).
- El «pensamiento de Mao»: expresión de la revolución democráticoburguesa en China y de la contrarrevolución anti-proletaria mundial (II).
- El proletariado chicano, un potencial revolucionario que hay que defender.



VOICI LE SOMMAIRE DU NUMERO 18
(décembre 1978) de :

El comunista

- El partido único de la democracia
- La democracia al socorro del terrorismo burgués
- Irán: entre el peso aplastante del pasado y el caótico choque del presente
- Su boicot y el nuestro (I)
- Nuevas reformas para suprimir las viejas
- Carta de Francia: el magnífico despertar del proletariado inmigrado
- Las luchas en textiles, astilleros y cárnicas
- La reforma de la seguridad social



VOICI LE SOMMAIRE DU NUMERO 2
(décembre 1978) de :

EL PROLETARIO

(supplément latino-américain)

- En defensa del terror
- Conflicto Chile-Argentina: El enemigo está en nuestro propio país
- Crítica del PST
- Luchas sociales en Perú
- Nicaragua: balance de la insurrección
- Crónica internacional
- Notas

Le prolétaire

SUPPLEMENT SUISSE N° 15

1^{er} février - 15 mars

- Horlogerie : Halte à la collaboration de classe
- Chine-URSS : 1-0
- OADR : Misère du maoïsme (3)
- Tracts Iran
- Les cousins de Schwarzenbach en Italie
- La renaissance du militarisme nippon
- Vive la grève des métallos allemands
- Chili : Union sacrée, toujours Union sacrée

LES ELECTIONS CONTRE LES TRAVAILLEURS

Après une campagne électorale bien morne, on a pu voir que l'électorat belge avait été, comme à son habitude, très stable. Il n'y a donc pas eu de gros changements, au point qu'il n'est pas impossible qu'on retrouve la même coalition que précédemment.

Mais qu'ont été les programmes électoraux des partis? La plupart ont porté l'accent sur les mesures économiques et sociales plus importantes et plus urgentes pour le moment que la question communautaire qui, sans avoir été mise totalement de côté, n'est jamais apparue en fait que comme moyen plus ou moins convaincant pour faciliter l'application des mesures à prendre contre la crise. Ce sont ces mesures qui ont mobilisé les partis et qui ont servi de propagande pour l'électorat. La Volksunie, elle par contre, vient de faire la désastreuse expérience d'avoir eu comme objectif primordial "La réalisation rapide du fédéralisme, c'est-à-dire une autonomie aussi large que possible pour la communauté flamande dans le cadre d'un état fédéral". Objectif qui lui a coûté six sièges; les voix perdues étant allées ou au Vlaams Blok (Parti fasciste ayant maintenant un député) ou au PVV ayant basé son programme sur les problèmes économiques.

La campagne a donc été menée en vue de régler des problèmes urgents. Et on peut constater que toute la propagande des élections aura servi à faire passer l'idéologie économique bourgeoise dans la population; tentative de rallier celle-ci aux préoccupations des capitalistes pour mieux faire accepter les mesures impopulaires, en les présentant comme malheureuses mais indispensables pour pouvoir éviter le pire. Par exemple, en expliquant la nécessité absolue des restructurations (ce qui, d'un point de vue capitaliste est juste) on explique les licenciements. Refus des restructurations? Perte des marchés pour non compétitivité, licenciements encore plus nombreux!! Eh oui, en temps de crise, il n'y a pas de secrets ni de solutions miracles. C'est ainsi que tous les partis convergent, à quelque chose près sur leur programme. Plus ou moins démagogiques, mais tous parlent de restructurations, d'investissements plus appropriés, de suppression de la TVA sur les investissements, d'initiative, de politique fiscale intelligente (!!)... etc...

Et ce n'est pas la peine de jeter un oeil plein d'espoir en direction de l'extrême gauche! A-t-elle dénoncé cette tentative d'aliéner les prolétaires à l'idéologie capitaliste? Quand elle avance une revendication telle que les 36 heures, ce n'est pas dans le seul but de réduire l'oppression du capital sur les ouvriers mais c'est pour parler de répartition du travail entre tous. C'est faire croire aux prolétaires que le plein emploi en régime capitaliste est possible. C'est renforcer les manoeuvres des bourgeois et des opportunistes qui réduisent le temps de travail... et le salaire sous prétexte de donner du travail à tous. C'est faire croire que la défense des chômeurs c'est la lutte pour le plein emploi donc la lutte pour une économie (nationale?!) prospère, pour les investissements, pour la lutte contre les mauvaises gestions...! L'extrême gauche ne s'est donc pas placée entièrement et sans méprise possible sur un autre terrain. C'est-à-dire, celui de la nécessité de la destruction du capitalisme et de la dictature du prolétariat. Tous se sont cantonnés dans des conseils pour sortir de la crise, conseils qui se veulent efficaces d'un point de vue économique et ceci sans

aggravation de l'exploitation du prolétariat. Bien au contraire, tout cela allant d'un pas alerte et sûr vers le socialisme. Merveille!

On peut remarquer en tout cas, qu'en temps de crise, il n'y a pas forcément un déplacement des voix à gauche. Au contraire, on a vu un avancement des partis (PVV, par exemple) qui sont les plus aptes à gérer la crise d'un point de vue capitaliste. Le PVV qui a eu un programme très démagogique en ce qui concerne la politique fiscale ne s'est pas caché de déclarer, dans une interview de l'Echo de la Bourse, la nécessité des mesures impopulaires.

Quant au PS, qui était au gouvernement, il a payé sa collaboration au plan anticrise. Le jour où il passera dans l'opposition, il pourra se permettre d'être plus radical et regagnera ses sièges.

C'est donc le PC qui, très faible en Belgique, a recueilli les voix des mécontents. Par contre, la LRT n'a pas profité de ces quelques voix qui se sont portées à gauche. En effet, son souci de renforcer "son profil ouvrier" et sa "crédibilité" le plus rapidement possible, a eu à la fois comme condition et comme conséquence qu'au lieu de s'appuyer sur les principes marxistes révolutionnaires (ce qu'elle n'a jamais fait d'ailleurs) et de faire un travail de Sisyphe en direction de la classe ouvrière pour lui apprendre à combattre la classe bourgeoise en retrouvant ses armes de classe, la LRT s'est abaissée à son niveau, avec un programme des plus réformistes, démagogique et réactionnaire. Or la classe ouvrière sort à peine de cinquante ans de contre-révolution; elle n'est même plus du niveau du trade-unionisme, elle a tout à réapprendre. La LRT est en train de devenir le petit frère du PC. Ce qui fait que les voix qui se sont placées à gauche du PS, à choisir entre deux politiques si peu différentes, se sont portées sur le parti le plus fort, le PC. La seule ressource qui reste à la LRT pour augmenter ses voix et ses effectifs (puisque en bons démocrates qu'ils sont, c'est un des buts à atteindre, comme critère... de qualité) c'est de se tourner du côté de la petite bourgeoisie, c'est-à-dire de faire un appel du pied aux écologistes, étudiants, mouvement des femmes, etc... Bon vent donc à la LRT, qui prend tout doucement mais sûrement la place que le PC laisse vide.

Quant à TPO-AMADA, qui a la réputation d'être plus radicale et aussi plus combative dans la lutte, elle affiche maintenant plus clairement son centrisme. TPO revendique, à l'heure actuelle, certaines nationalisations, alors qu'elle les refusait auparavant. Et son opposition, si "dure", aux directions syndicales, commence à s'affaiblir sous prétexte, elle aussi, d'unité la plus large possible.

Cette évolution des groupes gauchistes, qui n'est pas terminée, est irréversible. Ce n'est pas une surprise pour nous. Et chaque élection précipite encore plus rapidement et plus ouvertement ces groupes dans les bras des sociaux-démocrates. Car ni la LRT, ni TPO-AMADA ne voient, dans la participation aux élections, un moyen de propagande, de dénonciation de la fonction du parlement, de l'Etat et du système capitaliste, comme l'entendait Lénine. Mais ils voient un moyen d'attirer à eux, le plus vite possible, le plus grand nombre d'électeurs. Ceci au prix de propagandes réactionnaires et donc contre-révolutionnaires.

Tant mieux, les ennemis du prolétariat se démasquent. Le terrain se déblaye. Mais rappelons que cette tactique du parlementarisme révolutionnaire dans les pays de vieille démocratie comporte les illusions du prolétariat sur la démocratie plus qu'elle n'apporte d'avantages. Et elle absorbe aussi toutes les ressources du Parti et entraîne l'abandon presque complet du travail de préparation dans les autres domaines du mouvement. (cf article dans ce numéro sur la naissance du PC).

SUR LA NAISSANCE DU P. C. B

Lors de deux précédents numéros (2 et 3) nous avons examiné dans quelles conditions le P. C. B. est né, au sortir de la première guerre mondiale, regroupant essentiellement deux tendances contradictoires, l'une issue des J. G. S. de Bruxelles, qui adhéra - la première - à la III^{ème} Internationale de Lénine et s'exprima dans le journal l'"Ouvrier communiste"; l'autre représentant en Belgique le courant centrisme. Que cette dernière animée par Jacquemotte, fut à la base de la liquidation stalinienne du jeune parti communiste, seulement quelques années plus tard, suffit à la condamner.

Néanmoins, il nous faut voir qu'elles ont été les positions politiques des uns et des autres sur les différentes questions importantes qui se posèrent à l'époque et comment elles ont pu être (ou ne pas être) résolues dans un sens communiste. Ces questions restent d'ailleurs extrêmement "actuelles" dans la mesure où tous ceux qui se revendiquent du communisme aujourd'hui prennent sur ces différents sujets (parlementarisme, syndicalisme, régionalisme ...) des positions contradictoires ou confuses (!) qui exigent de la part des véritables communistes une réponse claire. Celle-ci ne résulte pas de seules expériences du passé mais s'appuie sur la théorie marxiste que les victoires comme les défaites du prolétariat n'ont fait que confirmer.

Nous avons vu dans le début de cet article, comment se sont dégagés du P. O. B. les éléments qui donnèrent naissance au P. C. B., la question de la guerre et de la rupture avec la II^e Internationale, le fait de constituer un parti "minoritaire" et nous avons évoqué le problème de la participation aux élections parlementaires.

PARTICIPER OU NON AUX ELECTIONS.

Comme nous le rappelions dans l'introduction de cet article (1) et comme l'indique lui-même l'actuel P. C. B., le représentant au 2^e congrès de l'Internationale Communiste (Août 1920) du Groupe Communiste de Bruxelles qui publiait alors l'"Ouvrier Communiste" et qui venait d'adhérer à la III^e Internationale, se prononça "en faveur de la motion anti-parlementaire présentée par l'italien Amadéo Bordiga" (2). Sans doute, pour les soi-disants "communistes" d'aujourd'hui qui, soit dit en passant, se livrent dans les "Cahiers marxistes" à une véritable liquidation du marxisme tout en faisant mine de s'en réclamer, l'anti-parlementarisme doit être à lui seul un crime, une manifestation du "gauchisme" et d'anarchisme ... mais il est vrai que ces messieurs font de l'électoratisme et du parlementarisme, dans la mesure où la bourgeoisie leur laisse quelques strapontins, l'essentiel de leur activité ! Si les thèses anti-parlementaires présentées par la Fraction Communiste Abstentionniste n'ont pas été adoptées par l'Internationale Communiste, est-ce à dire que cette dernière défendait les institutions parlementaires et les élections "démocratiques" comme le fait l'actuel P. C. B. ? Est-ce que la Fraction Abstentionniste italienne et à sa suite l'"Ouvrier Communiste" se trouvaient en opposition avec l'Internationale Communiste par le seul fait qu'ils préconisaient de ne pas participer aux élections et au parlement "là où le régime démocratique existe déjà depuis longtemps et s'est profondément ancré dans les habitudes des masses et dans leur mentalité tout comme dans celle des partis social-démocrates traditionnels", en indiquant que "la tâche des communistes dans leur œuvre de préparation idéologique et matérielle de la révolution est avant tout de libérer le prolétariat de ces illusions" (sur la voie pacifique, électorale et démocratique au socialisme-NdR) et que "les partis communistes n'obtiendront jamais un large succès dans la propagande pour la méthode révolutionnaire marxiste s'ils n'appuient pas leur travail direct pour la dictature du prolétariat et pour les conseils ouvriers sur l'abandon de tout contact avec l'engrenage de la démocratie bourgeoise" (5) ? Non, en réalité, la Fraction Communiste Abstentionniste et le Groupe Communiste de Bruxelles, tout en rejetant la tactique parlementaire partageaient sans réserve les principes de l'Internationale communiste, précisément ceux qui sont aujourd'hui reniés par l'actuel P. C. B. : la nécessité de la révolution violente et de la dictature de classe. Alors que l'Internationale communiste ne proposait d'utiliser la tactique électorale et parlementaire qu'en vue de la destruction du parlement et de l'Etat bourgeois, et que notre courant et l'"Ouvrier communiste" pensaient que l'on devait abandonner ce moyen tactique pour arriver au même but, le P. C. B. aujourd'hui utilise la dite tactique non pour mettre fin à la dictature du capital mais simplement comme les vieux partis sociaux démocrates, dans un but de conservation sociale. Ce n'est donc pas tant vis à vis de l'actuel P. C. B. que nous polémiquons qu'en direction de tous ceux qui prétendent encore marier Révolution communiste et Parlementarisme, préparation révolutionnaire et électoratisme. Le fait que nul ne re-mettait en cause les principes du communisme révolutionnaire dans le débat autour de la question parlementaire qui eu lieu au second congrès de l'Internationale Communiste est d'ailleurs nettement affirmé par les participants :

"S'agit-il d'une discussion de principe ? Certainement pas. En principe, nous sommes tous anti-parlementaires parce que nous répudions le parlementarisme comme moyen d'émancipation du prolétariat et comme forme politique de l'Etat prolétarien" (6) La circulaire du Comité Exécutif de l'Internationale communiste signée par Zinoviev (7) qui introduisait en quelque sorte la discussion sur le parlementarisme au sein de l'Internationale, fixait parfaitement le cadre du débat :

"La machine gouvernementale de la bourgeoisie, et par conséquent le parlement bourgeois, doivent être brisés, dispersés, anéantis; il faut organiser sur leurs ruines un nouveau pouvoir, celui des unions ouvrières de classe, celui des "parlements" ou-

vriers, c'est à dire les soviets. Seuls les traîtres de la classe ouvrière peuvent leurrer les prolétaires en leur faisant espérer une transformation sociale par des moyens pacifiques, par des réformes parlementaires. Ces gens sont les pires ennemis de la classe ouvrière et il faut les combattre impitoyablement; aucun compromis n'est admissible avec eux. Aussi notre mot d'ordre est-il pour tout pays bourgeois : A bas le parlement ! Vive le pouvoir des Soviets !"

Les thèses elles-mêmes, adoptées à l'issue du 2° congrès, sont parfaitement claires : (8)

"Les parlements bourgeois, qui constituent un des principaux engrenages de la machine d'Etat de la bourgeoisie, ne peuvent pas plus être conquis par le prolétariat que l'Etat bourgeois en général. La tâche du prolétariat est de faire sauter la machine d'Etat de la bourgeoisie, de la détruire, y compris les institutions parlementaires, que ce soit celles des républiques ou celles des monarchies constitutionnelles."

Le même débat eu lieu au sein du jeune P. C. B. et toute son attitude est résumée dans ce passage de l'"Ouvrier Communiste" (9) :

"Plusieurs camarades défendirent la thèse adoptée par la grande majorité des partis communistes de l'Internationale. Ils furent combattus par ceux qui, écartant l'argumentation des anarchistes et des syndicalistes, firent ressortir qu'à l'époque actuelle le Parlement ne peut même plus jouer le rôle de tribune révolutionnaire ... La majorité anti-parlementaire se déclara prête à se soumettre entièrement à la discipline internationale et décida d'envoyer au Comité Exécutif de la III° Internationale un mémorandum approfondi sur cette question..."

Cette position très proche de celle de notre propre courant sur le parlementarisme est donc avant tout inspirée par des raisons tactiques et non de principe. En aucune façon, elle ne peut être confondue avec l'"anti-parlementarisme" de la "gauche allemande" ou de la "gauche hollandaise" qui repoussait la tactique du parlementarisme révolutionnaire parce qu'elles rejetaient l'idée même de la "délégation", à l'instar des anarchistes, et par conséquent du parti comme direction des grandes masses prolétariennes. Le "point d'équilibre" qui fut trouvé sur la question parlementaire lors du congrès d'unification avec la tendance de Jacquemotte (Septembre 1921), qui répond d'ailleurs à la discipline voulue par l'Internationale sur cette question, resta dans la ligne révolutionnaire et anti-parlementaire de l'Internationale Communiste et fait honte à l'électoratisme et au parlementarisme de l'actuel P. C. B. et des différentes variantes "gauchistes" (LRT, Amada ..) :

"L'électoratisme du P. C. B. laisse dans le prolétariat de ce pays à la fois les illusions les plus dangereuses et les répugnances les plus invincibles. Ou bien le parlementaire y est considéré comme une idole protectrice par laquelle on croit pouvoir remplacer la volonté propre du prolétariat ou bien comme un homme sans conscience, en quête de bénéfices personnels.

Etant donnée cette psychologie, créée par 30 ans de pratiques parlementaires répugnantes, le P. C., s'il ne veut perdre toute influence morale par son activité électorale et parlementaire, devra donner à celle-ci le caractère révolutionnaire le plus sévère.

La défense du programme communiste, les moyens de propagande devront rigoureusement rompre avec tous les moyens démagogiques du passé.

La campagne électorale doit être conçue comme une vaste campagne d'agitation communiste, au cours de laquelle l'attaque la plus rigoureuse est menée contre l'ensemble du régime capitaliste. Une critique destructive doit être menée contre les organes parlementaires du régime bourgeois et le programme communiste doit leur être opposé avec une extrême clarté.

Il faut que les travailleurs aient le sentiment très net que l'agitation électorale et parlementaire n'est pas une action propre, mais un appel à l'action.. A cette fin, il faut que tout parlementarisme législatif fasse constamment l'objet de la plus âpre critique.

A cette fin, il sera nécessaire de démasquer tous les systèmes électoratistes, non pas seulement celui de la bourgeoisie, mais aussi celui de la social-démocratie.

Toutes les illusions démocratiques que le parlementarisme a éveillées dans le prolétariat, toutes les tendances à la passivité, toutes les croyances en l'efficacité parlementaire doivent être combattues sans la moindre faiblesse.

Tous les éléments qui tenteraient de faire du parlementarisme un point prépondérant de l'activité communiste, doivent être rejetés impitoyablement."

Mais aujourd'hui un bilan s'impose, c'est celui de cette tactique du parlementarisme révolutionnaire préconisée par la III° Internationale et qui n'a, en fait, été pratiquée que très partiellement par les partis communistes occidentaux dont les élus s'inscrivaient le plus souvent dans la lignée des parlementaires "socialistes", sauf en ce qui concerne précisément le Parti Communiste d'Italie quand il était dirigé par la Gauche. Il faut bien dire que cette tactique se révéla comme largement inefficace et peu praticable, aucun exemple historique sérieux et non ponctuel ne peut être invoqué à son appui pour les pays de vieille démocratie et c'est pourquoi nous pouvons dire que les positions minoritaires défendues par la gauche communiste d'Italie au sein de l'Internationale Communiste et qui furent aussi celles de War Van Overstraeten ont été historiquement confirmées et que la question de l'utilisation de la tribune parlementaire est parfaitement tranchée : NON le "parlementarisme révolutionnaire" ne fait plus partie de l'éventail tactique dont dispose le P. C. pour mener son action révolutionnaire !

Tout d'abord, il faut dire que cette question fut très controversée et largement débattue au sein du jeune P. C. B. puis au moment de la fusion avec les "Amis de l'exploité" (minorité du P. O. B.) en Septembre 1921. C'est pourquoi il est très important de considérer ce que représentaient réellement à l'époque les syndicats. Il est parfaitement clair que ceux-ci mettaient à l'échelle internationale, tout leur poids dans la balance aux côtés de la bourgeoisie contre les formidables poussées de la classe ouvrière. Ceci dans la mesure même où ils étaient largement sous la coupe de la social-démocratie (IO):

"En Allemagne, les syndicats jaunes affirment leur domination brutalement. L'acuité de la lutte de classes en fait les intermédiaires du massacre des ouvriers. En Angleterre, la bureaucratie arrête les élans des masses par un tissu de négociations hypocrites, de négociations masquées, opérées derrière le dos des combattants. En Belgique, c'est jusqu'à maintenant cette dernière méthode qui a prévalu (II)."

Et le jeune P. C. B. s'efforçait d'analyser pourquoi on en était arrivé à cette situation : dans l'"Ouvrier Communiste" N°7-1er Juin 1920 - qui reprend les textes du congrès, non pas du P. C. B. mais de la constitution de la Fédération Communiste de Wallonie - après un rappel sur le développement des syndicats pendant la période pacifique de croissance capitaliste précédant la première guerre mondiale, on peut lire la description suivante du fonctionnement des syndicats :

"Les conceptions des cadres formés pendant la période de croissance syndicale nationale, se sont cristallisées. Elles restent étrangères aux bouleversements économiques, politiques et sociaux. Une routine mécanique pèse sur les gestes d'une bureaucratie incompréhensive. Elle poursuit par tractations, négociations, marchandages, le maintien d'un équilibre entre le Capital et le travail. Elle est devenue la négation même de la lutte prolétarienne, et contribue à l'entière absorption des organismes ouvriers par l'Etat démocratique.

Cette bureaucratie syndicale, alliée du capital, est devenue l'ennemi dangereuse des révolutionnaires qui désirent avertir le prolétariat de son aveuglement. Elle forme une caste haineuse, toujours prête à se dresser contre toute innovation, portée à calomnier et à combattre toute action qui affirmerait la lutte des classes ... Les communistes ont pour tâche de critiquer avec la plus énergique netteté l'ancienne tactique syndicale (12)."

La question qui se posait alors était de proposer une alternative juste, aussi bien du point de vue politique que du point de vue pratique, à la direction désastreuse et contre-révolutionnaire qui prévalait dans les syndicats dirigés par les réformistes.

Il fallait pour cela tenir compte de la réalité objective : l'adhésion massive des travailleurs aux organisations syndicales (160.000 adhérents en 1913, 700.000 en 1918), les difficultés de "noyautage" dans les organismes vidés de tout contenu de classe par leurs dirigeants (le manque d'assemblées par exemple..), le fait qu'il existait une "opposition syndicale" timorée (Jacquemotte et Cie, précisément) qui formait écran entre les révolutionnaires et les ouvriers combattifs. Cette situation, par certains aspects contradictoire, allait semer bien des hésitations au sein du jeune P. C. B., surtout dans les premiers temps, c'est à dire avant qu'il ne se mette effectivement sous la direction de l'Internationale Communiste; c'est ainsi que tout d'abord l'"Ouvrier Communiste" écrivait : "Aux syndicats, il faudra opposer la création de conseils d'usine brisant les entraves des groupements corporatifs" (N° du 1er Mai 1920) (13) Puis au fil des numéros, des débats au sein de toute la jeune organisation et au feu même de son action, certes limitée, mais riche d'enseignements dans une telle période, les positions se précisèrent :

"Dans la période de préparation pour la création des conseils d'atelier et d'usine, les communistes peuvent au sein de leur syndicat respectif, organiser une opposition, Mais il est de la plus grande nécessité que cette opposition se fasse à l'atelier et à l'usine même;" (l'"Ouvrier Communiste" N° 7 Juin 1920)

En fait ce qui amenait aussi une telle révision c'est que l'analyse originelle qui prévoyait la généralisation par les masses elles-mêmes des conseils s'avérait fautive. Encore une fois, ce qui manquait encore au P. C. B. c'était une forte direction politique et celle-ci ne lui fut donnée que par l'Internationale Communiste un peu plus tard.

En Novembre 1920, le compte-rendu du congrès constitutif du P. C. B. spécifiait que "ce fut surtout la question syndicale qui provoqua de la part des délégués un vif échange de vues. C'est l'action syndicale qui met en contact direct avec la masse le militant communiste actif. Mais l'action des communistes sur ce terrain est pleine de difficultés et d'embûches. Seule une étude sérieuse et calme de la lutte permettra d'obtenir les résultats nécessaires.."

Et en Mai 1921, le rapport approuvé par le congrès du P. C. B. en vue du III^e congrès de l'Internationale précisait :

"Les fonctions syndicales, ne changent, ne peuvent changer, qu'après une modification réelle du contenu des organes, aussi longtemps que dans tous les réservoirs de force et d'énergie (usines, fabriques, tous les lieux de travail) on ne réveillera pas la volonté d'action des masses, la volonté de maintenir l'autonomie de cette action, on ne modifiera en rien les fonctions des syndicats; ceux-ci doivent être uniquement considérés ^{comme} confluents de ces forces. Amsterdam ne sera prise qu'en fonction de l'appel à la vie d'organismes (conseils d'usines, conseils d'industries) d'où la volonté des masses dirigera les syndicats."

Comme on le voit, on est donc passé d'une opposition entre syndicats et conseils à une conception du travail, celle là réellement communiste, qui consiste à intervenir dans tous ces organismes intermédiaires entre le Parti et la Classe afin de gagner une influence significative.

Nous devons ajouter que pour nous les Conseils d'usines ne peuvent constituer que des organes périphériques et nullement des endroits décisifs d'où doit être dirigé l'ensemble de la politique prolétarienne. La juste hiérarchie restant Parti - Soviets - Syndicats et ensuite conseils d'usines, d'ateliers etc ... Les soviets constituant d'ailleurs qu'en période révolutionnaire. Sur ce point nous divergeons avec les positions défendues par le jeune P. C. B. qui chercha désespérément une alternative nouvelle aux syndicats et vit même dans les conseils d'usines des embryons de pouvoir politique, se rapprochant par là même des positions de Gramsci ... et s'éloignant du marxisme.

Nous terminerons cette partie sur la question syndicale en livrant aux lecteurs les quelques passages suivants du Programme d'action du Parti Communiste Unifié (avec la minorité du P. O. B. - Jacquemotte) qui reprenant d'ailleurs le passage rédigé auparavant par le groupe de War Van Overstraeten et que nous venons d'analyser. Ces citations montrent que la question syndicale se trouvait tranchée dans la sens voulu par l'Internationale Communiste, ce qui était parfaitement juste : lutte résolue contre le réformisme et l'opportunisme et répudiation de l'anti-syndicalisme de principe (14)

La révolution sociale ne saurait être l'œuvre d'une minorité de la classe ouvrière, si audacieuse et énergique fût-elle.

C'est la majorité du prolétariat industriel, guidé par le parti communiste, constituant son avant-garde, qui réalisera cette œuvre.

L'organisation syndicale qui, dans tous les pays industrialisés, ne groupait, avant la guerre impérialiste, qu'une minorité de travailleurs, les englobe, aujourd'hui dans leur très grande majorité.

Les partis communistes ont donc l'essentiel devoir de conquérir au communisme les larges masses prolétariennes, ainsi concentrées, d'en devenir les guides, grâce à un persévérant travail intérieur et extérieur d'éducation et d'action.

L'action immédiate dans les syndicats exige donc :

1. Que dans leur action de chaque jour, par le dévouement et l'esprit clairvoyant qu'ils apporteront à la défense des intérêts de classe et des droits de leurs camarades de travail, les communistes démontrent qu'ils sont véritablement et profondément attachés à leurs organisations prolétariennes économiques de lutte contre le patronat et qu'ils poursuivent l'unité du front révolutionnaire des travailleurs contre le Capitalisme.

2. La liaison constante de tous les éléments communistes dans chaque syndicat, dans chaque section. Ils ne négligent jamais de s'y prêter un mutuel appui, d'y défendre les principes de lutte de classe du prolétariat, qui sont les principes communistes contre les méthodes des dirigeants réformistes.

3. Que les communistes profitent de toutes les occasions pour favoriser la création de Conseils d'usines, de Conseils d'industries ; qu'ils prêtent une attention extrême à la possibilité de cette création au cours de mouvements de grèves, de toute lutte où les méthodes des dirigeants réformistes s'opposent à la volonté des travailleurs. C'est alors que les ouvriers sentent et comprennent le mieux la nécessité de ces organismes qu'ils peuvent maintenir SOUS LEUR CONTROLE IMMEDIAT.

4. Là où les Conseils d'industries, les Conseils d'usines ou de mines existent, ont été institués, soit par le gouvernement, soit par les syndicats réformistes, les communistes doivent exiger que les travailleurs en aient la direction unique.

Note I : Supplément N° 2 Pour la Belgique

2 : Cahiers marxistes N°9 - Mars 71 p 45

3 : Thèses sur le parlementarisme présentées par la Fraction Communiste Abstentionniste du Parti Socialiste Italien, publiées dans notre brochure "la question parlementaire dans l'I. C." (p42 thèses 5)

4 : Ibid

5 : Ibid (p 43 Th. 9)

6 : Discours du représentant de la Fraction Abstentionniste Italienne, "La question parlementaire ..." p 27

7 : Ibid p 12, extrait de l'"Internationale Communiste" N°5 Sept. 1919

8 : Ibid p 38

9 : du 7 novembre 1920

10 : Il n'en allait bien sûr pas de même avec les syndicats passés sous le contrôle de l'Internationale syndicale rouge de Moscou

11 : "L'ouvrier Communiste" N° 16 au 22, avril 1921

12 : le COI, qui a consacré quelques pages d'"Internationalisme" (N° 28-29) à l'histoire du PCB ne craint pas de falsifier le passage que nous citons ici : alors que le texte original s'évertue à décrire les ravages de la conception qu'a la bureaucratie syndicale du fonctionnement et de la direction des syndicats, en concluant logiquement qu'il faut en finir avec cette "ancienne tactique syndicale" cela devient "la conception syndicale"

A PROPOS DU CONGRES DE LA F. G. T. B

Les défenseurs les plus acharnés du capitalisme parvenu à son stade suprême, l'impérialisme, ne se contentèrent pas de faire basculer dans leur camp, avec armes et bagages, les partis politiques qui se réclamaient de la classe ouvrière comme les partis sociaux-démocrates en 1914, puis les partis stalinien à la faveur de la dégénérescence de l'Internationale Communiste et de la contre-révolution mondiale durant l'entre-deux guerres et surtout après la seconde guerre mondiale : les Etats impérialistes travaillèrent également à corrompre et intégrer les syndicats, ces organes de défense immédiate que le prolétariat s'était historiquement forgés, pour les transformer en organes de défense des intérêts capitalistes. Ce processus d'intégration des syndicats qui avait commencé dès avant 1914, s'est poursuivi dans l'entre-deux guerres et a pris toute son ampleur dans le second après guerre qui correspond à l'apogée de l'impérialisme à l'échelle mondiale.

Dans cette phase, l'opportunisme (agent du capitalisme dans les rangs ouvriers selon la définition de Lénine) a pleinement joué son rôle de COURROIE DE TRANSMISSION AU SERVICE DE LA CONSERVATION DU REGIME CAPITALISTE, pour ne parler que des principaux pays du bloc impérialiste occidental. Les grandes confédérations syndicales traditionnelles sont devenues, plus ou moins ouvertement, il est vrai, de simples appendices de l'Etat. L'opportunisme politique a pu se soumettre les syndicats, feignant de défendre les conditions de vie et de travail des salariés, il a interdit à ceux-ci de compromettre la stabilité et la prospérité de l'exploitation capitaliste. Il a fait disparaître la plus élémentaire conscience de classe "c'est à dire qu'il faut s'unir en syndicats, mener la lutte contre le patronat, réclamer du gouvernement telles ou telles lois nécessaires aux ouvriers, etc" (Lénine - Que Faire ?). Par ses méthodes de lutte démocratique, il a tari tous les canaux de la vie de classe.

Si à une période de prospérité économiques, les pays impérialistes peuvent, en développant une aristocratie ouvrière (base matérielle de l'opportunisme), s'assurer une stabilité sociale facile; en période de crise leur salut dépend des capacités de l'opportunisme à désarmer le prolétariat.

Des mouvements revendicatifs "sauvages" comme celui de "Loco" ne manque pas d'inquiéter la bourgeoisie qui les présente hypocritement comme des "craquements corporatifs de la solidarité ouvrière garantie par les syndicats" (Radio, le 16 Janvier). C'est dans ce contexte qu'elle lance un appel aux syndicats : "Puisque la crise dure ... le moment n'est-il pas opportun de voir le dialogue patronat-syndicat se transformer en négociation d'ensemble, prélude à un accord social général et national ? Les partenaires sociaux obligés ne peuvent-ils administrer la preuve que l'intérêt du pays, de son économie, de ses travailleurs et de ses entreprises passe au dessus et avant toute autre préoccupation ?" (Courrier de la Bourse - 16.I.79). Cela pour éviter comme le dit Mr Pullinckx (administrateur délégué de la feb) dans l'"Echo de la Bourse" du 10.I.79 que les "dépassements dans certains secteurs ... (exercent) ... des effets d'osmose sur les autres".

Voyons comment la direction de la FGTB dans son congrès statutaire du 24-25 Novembre 1978, en préparation aux élections sociales de ce printemps, sait répondre à cet appel. Dans "Syndicats" du 2.II.78 la FGTB expose le résumé de la "résolution du congrès statutaire". La rubrique des "revendications immédiates" est presque vide, un petit mot sur les pensions, les allocations familiales, les pécules de vacances, le pouvoir d'achat ("le contrôle de son évolution ne peut être relâché")... bref rien de sérieux. Quant à la revendication des 36 heures, loin d'être avancée comme étant une question vitale permettant une amélioration des conditions de vie et de travail de la classe ouvrière, la FGTB la présente au contraire comme un moyen de répartir entre tous l'emploi disponible d'ici au 31 Décembre 1980 - ce qui est impensable dans le cadre du système de production actuelle, d'ailleurs on se demande pourquoi la bourgeoisie n'y aurait pas pensé plus tôt si le problème du chômage se résolvait aussi facilement - pour, d'après Syndicats du 6.I.79, atténuer le poids du chômage sur les finances publiques et la Sécurité Sociale, et améliorer le pouvoir d'achat et donc favoriser une relance de la consommation et de l'activité économique. Pour ce qui est de la relance de la consommation qui est avancée par la direction de la FGTB comme un remède à la crise, il faut bien dire qu'il s'agit là aussi d'un mensonge : nos spécialistes syndicalistes savent bien que le secteur des biens de consommation est infime par rapport à celui des biens de production (machines ...) (1) Une relance de la consommation n'est donc qu'un stimulant infime qui devient d'ailleurs un handicap (du point de vue capitaliste toujours) pour les exportations, secteur clef du point de vue économique.

Pour le reste des revendications, travailleurs, ne vous occupez de rien, la FGTB s'en charge ! Les grands thèmes de la bataille des dirigeants de ce syndicat sont en effet la réforme de la Sécurité Sociale, de la fiscalité, du système des impôts (nous passerons sur les thèmes de la régionalisation et de la "nouvelle politique industrielle" éternels sujets de motions!). S'il est clair que tous ces problèmes touchant au salaire différé sont importants pour la classe ouvrière, ils ne peuvent être posés comme le fait la FGTB, dans le sens d'un équilibre financier que garantirait l'Etat. Il est parfaitement évident que sur ce terrain, la classe ouvrière est forcément roulée par un Etat au service du capital. Toutes les revendications dans ce domaine doivent être avancées au contraire du seul point de vue de l'intérêt immédiat des travailleurs : les retraités doivent avoir un salaire intégral payé par les patrons, de même pour les malades - et ce sans condition. Quant à l'impôt sur le salaire, nous

le rejettent totalement en rappelant d'ailleurs que cela allait de soi pour le mouvement ouvrier lorsque la bourgeoisie l'institua : "Derrière la revendication de l'abolition de l'impôt se cache la revendication de l'abolition de l'Etat" (Marx). L'impôt imposé par l'Etat bourgeois ne sera jamais juste !

Enfin, car ce n'est pas tout, il faut voir ce que la FGTB propose en ce qui concerne "le contrôle ouvrier", la "concertation", etc ... En fait, c'est surtout à ce sujet que s'est exprimée l'"opposition syndicale" à la Yerna. Dans les documents "préparatoires au congrès" publiés dans "Syndicats", celui du 4.II.78 : "contrôle ouvrier et concertation" expose les vues de la FGTB sur les organes représentatifs des travailleurs dans l'entreprise :

- les délégués des comités d'entreprise et de sécurité et d'hygiène doivent être subordonnés à la Délégation syndicale (dont les membres sont mieux contrôlés, soit qu'ils sont proposés par les directions soit qu'ils sont carrément désignés quand il n'y a pas d'élection) (point 16);
- création d'un comité de contrôle et de concertation pour institutionnaliser l'adjonction "d'un ou des experts syndicaux en cas de besoin" aux confrontations patron-délégation (des experts responsables pour amadouer les ouvriers combattifs) (point 15);
- dans les services et les institutions publics participation directe des syndicats au conseil d'administration et de gestion (points 20 et 21).

Ces derniers points n'ont pas été ratifiés alors que les autres l'ont été à la presque unanimité (99%).

C'est une fois de plus à Yerna que revient le titre de N°1 de l'opposition. C'est lui qui a en effet lancé le débat qui a conduit à l'ajournement des motions citées ci-dessus. Nous nous attarderons pas sur les tirades des uns et des autres que la presse de gauche et d'"extrême-gauche" rapporte comme la bataille de la "confrontation" contre la "concertation". Pour nous, cette "opposition" reste, dans son ensemble, prisonnière du même terrain fondamentalement opportuniste que celui sur lequel se place la direction. Sa fonction objective, ~~si~~ subjective, est de capter et de détourner les énergies combattives vers des objectifs qui ont fait leurs preuves contre-révolutionnaires (régionalisation radicale, contrôle ouvrier dans le système capitaliste..) afin que la FGTB puisse, en définitive, continuer à mener une politique de collaboration de classe et puisse renforcer son rôle de pompier social.

C'est pourquoi il importe que les communistes révolutionnaires dénoncent au sein de la FGTB - comme ailleurs au demeurant - les limites d'une telle opposition, ses perspectives et ses pratiques et démontrent la nécessité d'une lutte autonome de classe : ils doivent, y compris contre l'opposition, défendre la nécessité de la GREVE SANS PREAVIS ET LIMITATION PREALABLE DE DUREE, LA SOLIDARITE ACTIVE ENTRE PROLETAIRES, les REVENDICATIONS réellement UNIFIANTES sans souci de la production nationale et sans la croyance illusoire que l'on peut attendre quelque chose d'un gouvernement de gauche wallon ou unitaire. Sur le plan des principes, ils doivent relier les revendications immédiates non à une fameuse "régionalisation" radicale mais à la nécessité de la destruction révolutionnaire de l'Etat bourgeois, à celle de la dictature du prolétariat, à celle de faire du syndicat - celui-ci ou un autre - une courroie de transmission de l'influence du parti révolutionnaire pour qu'il serve de levier à la révolution prolétarienne et d'instrument de la transformation communiste de la société.

Dans ce travail, l'activité des communistes ne doit pas suivre les canaux verticaux de l'appareil syndical, terrain stérile et isolant dans lequel le délégué est à la merci des pressions de la direction syndicale (les promotions sont un moyen classique de celle-ci pour freiner l'énergie des éléments combattifs en les soustrayant au contact direct de la classe, moyen utilisé en alternance avec la chasse aux "gauchistes"). Les conditions pour remplir des fonctions plus élevées que délégué à la base sont que reste toujours ouverte la possibilité de contacts et d'organisation avec les ouvriers qui suivent notre action (2).

Les responsabilités syndicales ne sont pour nous qu'un engagement vis à vis de la lutte et vis à vis des prolétaires et jamais envers les bureaucraties syndicales auxquelles nous n'avons aucun compte à rendre. De ce point de vue, il faut bien dire que l'activité des militants influencés par l'immédiatisme ou le centrisme rencontre inévitablement les pièges tendus par l'opportunisme (que ces courants ne combattent pas par incapacité politique, infantilisme ou suivisme) comme le montre le récent licenciement de Jo de Leeuw, permanente syndicale de la FGTB, membre de la LRT et la campagne menée par cette organisation à ce sujet, campagne "démocratique" et sans efficacité !

I - Cf Programme communiste n°68 : Relance de la consommation populaire ou l'élixir du Docteur Marchais

2 - Cf le Prolétaire n°275

**Soutenez la presse
du Parti**

**Diffusez-la !
Abonnez-vous !**



POUR LE PARTI OUVRIER INTERNATIONAL

Aujourd'hui, la reconstruction du parti de classe, démolé depuis plus de cinquante ans par la contre-révolution stalinienne, est une question vitale et qui, d'ailleurs, fait couler beaucoup d'encre dans les milieux "d'extrême gauche".

Car effectivement, sur quelles bases doit se reconstituer ce Parti ?

Il est nécessaire de rappeler avant tout que le prolétariat se constitue en classe sur le même programme partout - et ce vi les nombreuses falsifications staliniennes et même anti-staliniennes - programme monolithique, unique et invariant. Dans notre texte "Invariance historique du marxisme" (1951) nous écrivions que : (1)

"L'idéologie de classe étant une superstructure des modes de production, elle ne se forme pas non plus par un apport quotidien d'atomes de savoir, mais elle apparaît dans la déchirure d'un choc violent, et elle guide la classe dont elle est l'expression, sous une forme monolithique et stable dans l'ensemble, à travers une longue série de luttes et de tentatives jusqu'à la phase critique suivante, jusqu'à la révolution historique suivante. (...)

"Le marxisme lui-même ne peut être une doctrine que l'on va formant et déformant chaque jour par des apports nouveaux, véritable rapiéçages et raccomodages. La raison en est qu'il fait encore partie (bien qu'étant la dernière) de ces doctrines qui sont l'arme d'une classe dominée et exploitée qui doit renverser les rapports sociaux existants et qui, au cours de sa lutte, subit de toutes parts l'influence conservatrice des formes et des idéologies traditionnelles propres aux classes ennemies.

Même si l'on peut dès aujourd'hui - ou mieux depuis que le prolétariat est apparu sur la grande scène historique - entrevoir l'histoire de la société future sans classes et donc sans révolutions, on doit affirmer que, pendant la très longue période qui y conduira, la classe révolutionnaire ne pourra s'acquitter de sa tâche qu'à la condition d'agir tout au long de sa terrible lutte suivant une doctrine et une méthode qui restent stables et qui soient fixées dans un programme monolithique - étant bien entendu que le nombre de militants et l'issue des heurts sociaux dans les différentes phases seront extrêmement variables-."

Aussi quand un groupe politique tel que le CCI par exemple s'efforce d'avoir des "confrontations politiques" en vue d'un "regroupement des révolutionnaires", ou plus exactement d'avoir un débat international entre "fractions communistes" - le enième débat depuis des dizaines d'années et qui ne peut déboucher sur rien, les positions des uns et des autres étant archi-connues et définies - pour trouver un dénominateur commun entre ces divers groupes et fonder ainsi le programme du futur parti mondial du prolétariat; nous ne pouvons que leur répondre que sur ce terrain là, on pourra bien réaliser toutes les unités qu'on voudra, mais on ne construira jamais le Parti. Le Parti n'est pas un AGREGAT : sa base théorique n'est pas un agrégat d'"opinions", sa trame organisationnelle n'est pas un agrégat de "tendances". Le parti ne pourra grandir que sur ses propres bases, non pas à travers "la confrontation" des points de vue mais à travers le heurt contre ceux-là mêmes qui paraissent "proches". Car ce n'est pas d'"un patrimoine culturel" - et encore moins d'une vérité biblique comme voudrait le faire croire ces messieurs du CCI ! - qu'il est l'héritier, mais d'une tradition militante; d'une tradition qui ne modifie pas ses armes au gré du vent, ni la direction dans laquelle elles sont pointées, mais s'applique au contraire à la rude école de l'histoire (des contre-révolutions autant que des révolutions) à les aiguïser et à préciser leur cible. (2)

Non ce n'est pas pour autant que nous renonçons à toutes discussions avec des éléments du prolétariat - ou alors nous renoncerions à l'élargissement des rangs de notre parti - mais par contre nous renonçons, et nous renoncerons toujours - sans être pour cela des "sectaires" - à toute rediscussion de notre programme et doctrine :

"Comme l'a revendiqué Lénine dans sa polémique contre Martov au II^e congrès du POSDR (sans même parler des statuts de la Ière Internationale), le parti révolutionnaire marxiste est un "parti fermé", avec un programme invariant, des buts immuables, un plan tactique défini, une discipline organisationnelle inviolable" Parti Ouvert, Parti Fermé (3)

Quand dans sa "Revue Internationale" N°10, le Courant Communiste International prétend que : "La reprise historique des luttes de la classe ouvrière a provoqué le resurgissement de courants révolutionnaires que la plus profonde contre-révolution de l'histoire du

Note 1 : Cf Programme Communiste 53-54

2 : Voir à ce sujet dans notre revue internationale "Programme Communiste" N° 76 "Sur la voie du parti "compact et puissant" de demain"

3 : Cf Bolétaire n°134

mouvement ouvrier avait pratiquement anéanti. Ce resurgissement se manifeste encore de manière dispersée, confuse ou hésitante, ce qui met à l'ordre du jour pour les tâches des communistes, un effort de clarification des positions et un effort de regroupement, deux tâches indissociablement liées". (...) "Nous nous sentons le droit de souligner l'énorme responsabilité face à la classe de certains groupes qui, pour des divergences secondaires (souligné par nous), rejettent la discussion et refusent d'unir leurs efforts aux nôtres, démontrant par là qu'ils ne sont pas capables de dépasser la vision petite-bourgeoise qui consiste à vouloir préserver "son" idée ...".

Notre réponse se trouve toute faite dans le texte Parti ouvert et Parti fermé que nous citons plus haut :

"A l'opposé exact de ce que prétend l'opportunisme, la vérité est que la "fermeture" du parti révolutionnaire marxiste dans les murailles rigides du programme, des principes, des buts, du "plan tactique", de l'organisation est la condition nécessaire de sa capacité à agir précisément comme force qui synthétise les innombrables poussées qui naissent du sous-dol social et qui laissées à elles-mêmes, se perdent dans les petits ruisseaux de la vie quotidienne et de ses inévitables reflets, l'empirisme et l'éclectisme opportunistes. Guider les masses, cela signifie pour le parti, les diriger à l'aide d'une méthode unique vers un but unique, en rassemblant et en unifiant les couches prolétariennes poussées par des déterminations objectives dans l'arène des luttes sociales; ces couches, dans leur grande majorité, ne peuvent accéder à la compréhension de son programme (et donc à plus forte raison de ses buts ultimes), mais elles se polarisent autour de lui parce que son action, qui n'est pas inspirée par des intérêts sectoriels et changeants, rencontre la pression inexorable d'exigences vitales communes à tous. Le parti révolutionnaire pose sa candidature à la direction des masses précisément parce qu'il tend à réaliser autour de lui la plus grande unification d'énergies sélectionnées et "dirigées"."

En fait la position du CCI n'a rien d'étonnant dans la mesure où il refuse tout rôle dirigeant au Parti Révolutionnaire, la classe ouvrière "s'auto-organise elle-même" dans les luttes. Alors que dans la vision marxiste le parti ne naît pas parce que et lorsque la classe ouvrière a retrouvé, sous la poussée des déterminations matérielles, la voie unique et nécessaire de la reprise. Il naît parce que et lorsque un cercle forcément "microscopique" de militants a atteint la compréhension des causes de la situation objective immédiate et la conscience des conditions de son retournement futur; parce qu'il en a tiré la force, non pas de compléter le marxisme par de nouvelles théories élaborées dans le vase clos d'un cénacle de chercheurs, mais de réaffirmer le marxisme dans son intégralité, inchangé et intacte; parce qu'il a été capable, sur cette base, d'une part de tirer le bilan de la contre-révolution en tant que confirmation totale de notre doctrine dans tous les domaines, et d'autre part de s'organiser en un organe militant qui, sans ignorer ni se cacher à lui-même ou au prolétariat, qu'il se trouvait avec toute la société d'aujourd'hui et la classe ouvrière en premier lieu, dans la "pire situation objective qu'il soit", ne cessait pas pour autant de revendiquer "toutes les formes d'activité propres aux moments favorables, dans la mesure où les rapports de force réels le permettent". (4)

Pour conclure cet article, nous reprendrons un passage d'El Oumami (organe pour les pays du maghreb et l'immigration) sur la constitution du "Parti Ouvrier indépendant" :

De plus, le problème qui se pose au parti aujourd'hui à l'échelle internationale n'est plus de fusionner entre eux des courants défendant une authentique tradition communiste marxiste parce que seul le parti issu de la Gauche communiste d'Italie défend le programme, la théorie et les principes, les normes tactiques et organisatives sélectionnées à la lumière de l'histoire et de la contre-révolution, c'est-à-dire le patrimoine théorique intégral de la reprise révolutionnaire de classe. La chance historique à saisir est donc de constituer aujourd'hui un réseau international centralisé de parti sur cette base, sous le drapeau du marxisme intégral.

Nous sommes conscients des difficultés d'une telle entreprise. Mais nous ne pensons pas que ces difficultés puissent constituer des objections. Tout d'abord il y a le fait que si tous les courants traditionnels du marxisme ont disparu à l'exception de la Gauche Communiste, cela ne veut pas dire qu'à l'avenir des groupes de révolutionnaires ne parviendront pas ici et là et dans une certaine mesure, à faire leur au moins une partie des leçons que nous avons tirées des victoires grandioses comme des défaites héroïques de la classe ouvrière et que ne se posera pas à un moment où à un autre la question d'agréger à l'organisation internationale centralisée du parti des forces étrangères par leur origine à la tradition qui lui a donné naissance. Au contraire, nous sommes conscients que cette question devra se poser tôt ou tard, au cours de la remontée révolutionnaire. Notre position sur ce point est que ce processus d'

agrégation, cette "greffe" sur le tronc de notre courant, aura d'autant plus de chance de réussir demain que le réseau international du parti se constitue aujourd'hui sur la base d'une adhésion moléculaire à son programme qui lui permette le maximum d'homogénéité. C'est à cette condition seulement que de nouvelles forces pourront demain s'assimiler le plus rapidement et le plus complètement possible le patrimoine théorique collectif sur lequel aucune concession ni aucun compromis ne sera possible car il est la condition sans laquelle le parti mondial de demain ne pourrait être à la hauteur de sa tâche historique.

Pour vaincre une bourgeoisie aujourd'hui beaucoup plus centralisée, sous l'effet de l'impérialisme, qu'au début du siècle, la classe ouvrière ne peut se présenter à l'échelle internationale qu'avec une centralisation encore plus grande s'appuyant sur ses solides intérêts communs et sur l'existence d'un programme unique et d'un drapeau unique. A l'heure où les moyens de télécommunication modernes mettent en rapport à tout moment toutes les parties du monde, serait-il impossible de se donner l'instrument, brillamment anticipé hier par la Ligue des Communistes, qui fasse battre au même rythme le cœur des prolétaires révolutionnaires du monde entier ?

Cet objectif grandiose est désormais à portée de main. Au travail donc pour le réaliser.

Note 4 : "Considérations sur l'activité organique du parti quand la situation générale est historiquement défavorable", 1965 Dans "défense de la continuité du programme communiste" p 198

L'EUROPE CHAUVINE ET PROTECTIONNISTE
DES BONZES ET DES PATRONS.

L'"Echo de la bourse" du 25.I.79 nous rapporte que Mr Séguy (Bonze en chef de la CGT en France) en visite au Japon s'est déclaré "solidaire des revendications de la Shio (confédération japonaise) d'une part parce qu'elles correspondent à celles des syndicats européens, d'autre part, parce que leur succès contribuerait à une diminution de l'excédent commercial nippon" (en d'autres termes défavoriserait les produits japonais par rapport aux produits occidentaux).

Et l'"Echo de la bourse" de conclure :
".. On se réjouit de voir Mr Séguy constater l'écart existant en faveur des travailleurs occidentaux. Sans doute souhaite-t-il le voir combler au profit des travailleurs nippons. Mais entre temps, il faudrait que lui et ses collègues européens comprennent que, toujours pour des raisons de concurrence il nous faut de ce côté-ci du monde, sinon une pause totale, du moins un net ralentissement dans les revendications, faute de quoi le dit écart subsistera toujours et les distorsions de la concurrence ne disparaîtront jamais".

En fait Mr "Séguy et ses collègues européens" sont bien conscients de tous ces impératifs bourgeois que l'aristocratie ouvrière répercute dans l'idée de "garder l'avance technologique" à tout prix, quitte à se serrer la ceinture quelques années pour se refaire plus tard de la graisse sur les concurrents écrasés. Si les directions syndicales opportunistes présentent des revendications, c'est forcées, pour ce qui est de les faire aboutir ce sont des saboteurs professionnels - à moins qu'il ne s'agisse de les faire aboutir dans une nation "concurrente" qu'il s'agit ainsi de remettre à sa place pour le bien de son propre pays !

Dans la guerre économique que se livre aujourd'hui les brigands capitalistes, un seul mot d'ordre représente les intérêts de notre classe qui est internationale :
AUCUNE SOLIDARITE AVEC NOTRE PROPRES ECONOMIE NATIONALE !

POUR LE SOCIALISME : Tout doucement
mais sûrement vers l'électoratisme avoué !

C'est peut être les dernières élections auxquelles Pour Le Socialisme ne se présente pas. L'organisation qui avait écrit en Février 77 dans "Documents de l'assemblée constitutive de Pour Le Socialisme" (6c P 11) qu'elle voulait combattre la "mystification qui subsiste quant au parlement bourgeois, avec toutes les conséquences électoralistes que cela comporte" découvre deux ans plus tard (il est vrai que c'est long pour qui n'est pas ancré aux principes communistes) que "les élections peuvent être une tribune pour divulger les idées" (sic!)(Pour du 14.12.78).

Que cette tribune soit fort chère et mystificatrice l'article n'en dit rien, il poursuit au contraire : "le résultat des élections peut avoir des conséquences pour tous

ceux qui luttent à la base"... et "le vote est obligatoire en Belgique, ce qui signifie que, si les révolutionnaires ne présentent pas une alternative sur ce terrain là aussi, les partis traditionnels continueront à drainer toutes les voix"..
Voilà des arguments de bas étages qui entretiennent la mystification sur la fonction du parlementarisme bourgeois : le parlement n'est pas l'arme de la lutte des classes mais il l'est tout de même et c'est un terrain sur lequel il ne faut surtout pas être absent!

Le petit virage n'a évidemment rien pour nous surprendre, car nous n'accordons pas la moindre foi aux brillantes déclarations d'organisations sans fondement théorique et programmatique.

Suite des notes de la p6

est devenue la négation même de la lutte prolétarienne, et contribue à l'entière absorption des organismes ouvriers par l'Etat démocratique.." (c'est nous qui soulignons) Voilà une façon de résumer qui arrange sans doute l'anti-syndicalisme par principe du CCI, seulement voilà, elle constitue un faux.

Note 13 : Il fallait aussi considérer que l'organisation syndicale commençait à peine à passer du syndicat de métier à celui d'industrie.

14 : "Le devoir des communistes est d'expliquer à tous les prolétaires que le salut ne consiste pas à sortir des anciens syndicats pour en créer de nouveaux ou pour se disperser en une poussière d'hommes inorganisés, mais à révolutionner les syndicats, à en chasser l'esprit réformiste et à la trahison des leaders opportunistes pour en faire une arme active du prolétariat révolutionnaire" (3^e Congrès de l'IC)

Lors du prochain numéro, nous concluerons cet article sur la naissance du F. C. B. en évoquant les positions qu'il a prises sur la démocratie, la religion, la question des langues et la question coloniale, il nous restera aussi à conclure en rappelant l'abîme qui sépare le parti de l'époque de celui d'aujourd'hui qui est parfaitement contre-révolutionnaire.

PROGRAMME COMMUNISTE N° 78
Revue théorique internationale
du Parti

- Pathologie de la société bourgeoise - Nécessité de la révolution communiste..... 1
- Le terrorisme et le difficile chemin de la reprise générale de la lutte de classe (II)..... 7
- La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale - VII Trotsky - Boukharine..... 35
- Cours de l'impérialisme mondial - L'offensive du capital contre la classe ouvrière..... 53
- Parabole du trotskysme dégénéré - La IV Internationale et la dictature du prolétariat - Les trotskystes et la social-démocratie : de l'entrisme à l'adhésion..... 78

L'unique voie de l'émancipation du prolétariat est celle de l'insurrection, de la destruction de l'État bourgeois et de la dictature

L'article que nous publions ici fait partie d'une série de trois articles — les deux autres s'intitulant « Le problème du pouvoir » et « L'usage de la violence » — parus dans les n° 13, 16 et 20 de février 1921 de « Il Comunista », organe central du Parti Communiste d'Italie. Le peu de place dont nous disposons nous oblige malheureusement à les publier en plusieurs fois et non pas ensemble comme il aurait convenu de le faire, car ils forment un triptyque dont les volets sont inséparables. Ces articles traitent de questions vitales et centrales de notre doctrine sans jamais se départir de la plus grande rigueur dans la formulation.

Il est inutile de s'appesantir (et les lecteurs s'en apercevront facilement) sur le fait que les adversaires de notre vision du processus révolutionnaire sont les mêmes aujourd'hui qu'hier et raisonnent de la même manière, à cette différence près que socialistes et « communistes » sont tombés bien au-dessous du niveau, ne disons pas des serratistes et autres maximalistes, mais même des social-démocrates de cette époque. Pour notre part, nous n'avons pas changé une virgule à un programme qui était et doit toujours être considéré comme invariable, ou cesser de s'appeler communiste.

LA PRISE DU POUVOIR

Quand les formidables événements de Russie mirent en pleine lumière les thèses fondamentales de la pensée marxiste révolutionnaire dans l'ensemble du mouvement mondial du prolétariat — thèses avec lesquelles, il faut le répéter, la gauche antirévionniste de la II^e Internationale n'avait jamais perdu le contact, du moins sur le plan théorique —, partout s'est posé le problème suivant : accepter ou non la conquête violente du pouvoir, la dictature du prolétariat, la destruction du mécanisme parlementaire et son remplacement par le système des conseils ouvriers. Dans un premier temps, en Italie par exemple, le nombre de ceux qui acceptèrent ces thèses fut considérable. Mais vinrent bientôt, sous l'effet d'une série de causes sociales et historiques, les doutes, les hésitations, les interprétations personnelles et tendancieuses des points fondamentaux de la méthode de l'Internationale renaissante. Cette première vague d'enthousiasme a montré qu'elle était loin d'avoir eu des conséquences positives. Mais en même temps, se formait, avec un travail plus sérieux et une plus grande efficacité, une véritable conscience de la méthode communiste dans les groupes qui ont mené à la constitution de notre parti.

Il s'agit maintenant de bien voir ce qu'il faut entendre par acceptation de la méthode communiste. Et c'est là le problème central qui s'est présenté en Italie et qui a été résolu à Livourne ; cependant la solution apportée au niveau de l'organisation du parti n'exclut pas la nécessité d'une clarification face à la campagne anticommuniste menée quotidiennement à coups de déclarations de foi communiste par ceux qui désormais sont hors du communisme dans la doctrine comme dans l'action, et alimentée par le travail de sape auquel se livrent habilement ceux qui sont restés dans la droite du parti même dans la vague d'enthousiasme et qui essaient de tirer profit du reflux de l'exaltation première en prétendant y voir la preuve de l'échec de la théorie et de la pratique de la III^e Internationale.

Il faut dire avant tout que la méthode communiste n'est pas réellement acceptée quand cette acceptation repose seulement sur la reconnaissance du fait qu'elle a été mise en pratique en... Russie (où cette application s'est faite sans attendre l'autorisation de nos « communistes » incertains) ou sur le fait qu'on reconnaît au prolétariat russe le droit de se donner un régime de soviets (droit que les fusils et les canons de l'armée rouge protègent remarquablement bien).

On ne peut pas dire non plus qu'est communiste celui qui admet la violence, la dictature, les soviets, mais seulement comme des formes et des aspects possibles du développement de la révolution, celui qui veut bien ne pas les condamner sans recours comme des dégénérescences antisocialistes et qui prend le risque de ne pas exclure que ces formes et ces aspects puissent, dans certains cas et dans certains pays, s'imposer comme une nécessité... qu'il juge déplorable par ailleurs.

La valeur et la vigueur de ces thèses marxistes tiennent à leur caractère général, au caractère exclusif de leur formulation quand on affirme, comme dans les écrits théoriques de Marx et d'Engels et dans les Thèses de la III^e Internationale, que la seule voie qui mène à l'émancipation du prolétariat, la seule voie qui va du pouvoir de la bourgeoisie à celui du prolétariat, c'est la voie de la lutte violente et de la dictature. Dogmatisme ? Schématisation ? Ignorance des formes multiples que peuvent prendre dans le temps et dans l'espace, pour mille et une raisons particulières, les développements de l'histoire ? Non, mais résultat d'un examen très vaste et puissant sur la base d'éléments innombrables tirés de la doctrine et de l'expérience pratique, et rassemblés non pas par un homme mais par une

classe dans son mouvement de critique et de combat. Ce résultat établi qu'il existe dans le cours de l'histoire des traits fondamentaux uniformes qui constituent la base de la conscience et le guide pour l'action d'une classe luttant internationalement pour résoudre un problème — la fin du capitalisme — que l'histoire pose à une échelle toujours plus universelle. Le caractère général des grandes lignes du développement historique n'exclut pas, bien entendu, l'étude de chaque problème de détail dans ses aspects les plus variés et la résolution de chaque problème pratique par des moyens adéquats et multiples, mais qui ne doivent jamais entrer en contradiction avec le cadre général de notre critique et de notre tactique. Ceci dit, si l'on ne croit pas à ces traits uniformes et permanents dans l'histoire, il ne reste plus qu'à passer dans le camp de l'éclectisme sceptique de la bourgeoisie décadente et c'est ce que font effectivement d'abord sur le plan théorique puis sur le plan pratique ceux qui soutiennent le contraire des thèses communistes.

Il existe une position opposée à la position communiste qu'on pourrait qualifier de position social-démocrate pure. Nous ne parlons pas de ceux qui affirment, en dépit de la situation héritée de la guerre, que le capitalisme doit encore vivre dans un développement graduel de ses formes, que la classe bourgeoise doit encore rester à la direction de la société et conserver le pouvoir dans ses mains. Nous ne parlons pas non plus de ceux qui aujourd'hui encore sont prêts à accepter la participation de représentants de partis prolétariens dans les ministères bourgeois. Quand nous parlons de position social-démocrate pure nous voulons parler de ceux qui soutiennent que le prolétariat doit — ou même simplement qu'il peut — accéder au pouvoir sans lutte violente, sans détruire le système parlementaire et la machine exécutive de l'Etat bourgeois et exercer le pouvoir pour la suppression du capitalisme sans la dictature, sans le régime des conseils ouvriers.

Certains prétendent que le prolétariat doit éviter tout cela et que la voie que défendent les communistes est en contradiction avec le... socialisme. Il n'est pas nécessaire de s'étendre sur ce point pour montrer que ceux qui voient une contradiction entre leur socialisme et la violence, la dictature, etc., prêchent un socialisme qui n'a rien de commun avec le marxisme; ce socialisme, ils ont dû en hériter de quelque secte évangéliste ou de quelque congrès de la paix. Que ceux-là aillent donc dans le bazar de la pensée bourgeoise.

Mais même quand on fait simplement allusion à la possibilité que l'histoire résolve dans certains cas le problème du transfert du pouvoir au prolétariat sans que soient remplies les conditions révolutionnaires, on ne fait pas une innocente modification superficielle du marxisme, on nie le marxisme dans son principe. Pour admettre une telle éventualité, il faudrait que la structure législative et exécutive de l'Etat bourgeois puisse remplir telle quelle la tâche de l'expropriation du capitalisme. Or cette action implique la destruction de la constitu-

tion légale de l'Etat bourgeois. La représentation parlementaire n'a pas théoriquement une telle faculté. Il ne s'agit pas là d'un problème abstrait : dans les faits cela signifie qu'un ministre élu par la voie parlementaire peut compter sur l'appareil de l'Etat pour réaliser son programme tant que celui-ci ne sort pas de la légalité bourgeoise, c'est-à-dire tant qu'il ne met pas en cause la conservation des privilèges de la bourgeoisie.

Le jour où le gouvernement sortira de ces limites, l'armée, la police, l'administration ne le suivront plus et le renverseront s'ils s'obstine. Et ils le renverseront non pas parce qu'ils auront juridiquement raison, conformément à leur position, et à leur serment de fonctionnaires de l'Etat bourgeois qui s'engagent à respecter et à faire respecter la constitution, mais parce que dans la réalité matérielle leur hiérarchie constitue l'engrenage d'une machine construite pour le capitalisme, lubrifiée et dirigée par la classe bourgeoise, et que cette hiérarchie n'abandonnera pas la bourgeoisie sans avoir d'abord jeté dans la balance le poids de sa force armée organisée. Cette voie social-démocrate pure n'est donc pas impossible. Ce qui est impossible, c'est qu'elle conduise à l'exercice du pouvoir par le prolétariat dans le but de supprimer le capitalisme A un certain moment, la nécessité de la destruction violente de l'appareil d'Etat — destruction qui ne peut se faire sans violence matérielle, armée et organisée —

apparaîtra de façon implacable. Nous verrons les conséquences d'une telle situation où la nécessité de la lutte violente n'a pas été prévue et comment la crise se résout par l'alliance entre social-démocrates et bourgeois. Ce qui est d'ores et déjà établi, c'est que cette conception social-démocrate renferme une incompréhension de la fonction de l'Etat, fonction qui apparaît clairement dans la doctrine communiste marxiste, et donc même quand elle dit que le prolétariat doit prendre le pouvoir, la social-démocratie est en dehors du marxisme et contre lui, séparée de nous par un abîme; et on doit considérer la position social-démocrate comme un rejeton théorique de la mentalité bourgeoise dans la mesure où elle abandonne le terrain marxiste sous le poids des préjugés démocratiques bourgeois dont la destruction est une nécessité indiscutable pour les marxistes.

Après avoir établi que cette tendance social-démocrate pure n'est autre qu'une pure tendance bourgeoise — ce qui corrobore la prévision selon laquelle ses représentants travailleront dans la pratique pour la bourgeoisie — nous allons examiner les tentatives que font certains pour trouver, entre la méthode communiste et l'autre méthode dont nous venons de parler, des solutions intermédiaires encore plus équivoques et insidieuses.

(Série à suivre.)

PARTI ET CLASSE

- thèses de l'Internationale sur le rôle du parti communiste dans la révolution prolétarienne (1920)
- parti et classe (1921)
- parti et action de classe (1921)
- le principe démocratique (1922)
- dictature prolétarienne et parti de classe (1951)

Une brochure de 112 pages - Prix : 8 F.

AUX EDITIONS « PROGRAMME COMMUNISTE »

EN LANGUE FRANÇAISE

- La question parlementaire dans l'Internationale Communiste, 60 pages .. 4,00 F
- Revue « Programme Communiste » :
 - N^{os} 1 à 42 épuisés
 - N^{os} 47, 50, 56, 61 4,00 F
 - N^{os} doubles: 43-44, 48-49, 51-52, 55 7,00 F
 - N^o 58 (192 pages) 10,00 F
 - N^{os} 59, 60, 62, 63 5,00 F
 - N^{os} 64, 65 6,00 F
 - N^{os} 66, 67, 68 8,00 F
- Journal « Le Proletaire » - Collections reliées :
 - Volume III : du n^o 118 au n^o 163 (années 1972-73) 40,00 F
 - Volume IV : du n^o 164 au n^o 210 (années 1974-75) 40,00 F
- Série : « Les textes du Parti Communiste International » :
 1. Communisme et fascisme, 158 pages 8,00 F
 2. Parti et classe, 112 pages 8,00 F
 4. Eléments d'orientation marxiste - Les trois phases du capitalisme - Guerres et crises opportunistes, 56 pages en réimpression
 5. La « Maladie infantile », condamnation des futurs renégats. Sur la brochure de Lénine « La maladie infantile du communisme » 100 pages 7,00 F
 6. Force, violence, dictature dans la lutte de classes, 60 pages 4,00 F
 7. Défense de la continuité du programme communiste, 224 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours 15,00 F

EN LANGUE ITALIENNE

- Storia della Sinistra comunista - Vol. 1 - 1912-1919 : dalle origini, attraverso il primo conflitto imperialistico, all'immediato dopoguerra, 423 pages 30,00 F
- Storia della Sinistra comunista - Vol. 2 - 1919-1920 : dal congresso di Bologna del PSI al secondo congresso dell'Internazionale Comunista, 740 pages 40,00 F
- Struttura economica e sociale della Russia d'oggi, 752 pages 45,00 F
- Série : « I testi del partito comunista internazionale » :
 1. Tracciato d'impostazione — I fondamenti del comunismo rivoluzionario, 62 pages 7,00 F
 2. In difesa della continuità del programma comunista, 200 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours 12,00 F
 3. Elementi dell'economia marxista - Sul metodo dialettico - Comunismo e conoscenza umana, 125 pages 12,00 F
 4. Partito e classe, 137 pages 15,00 F
 5. « L'estremismo malattia infantile del comunismo » condanna dei futuri rinnegati, 123 pages 12,00 F
 6. Per l'organica sistemazione dei principi comunisti, 198 pages 10,00 F

EN LANGUE ALLEMANDE

- 1. Die Frage der revolutionären Partei, 56 pages 4,00 F
- 2. Revolution und Konterrevolution in Russland, 86 pages 6,00 F
- 3. Der Kampf gegen den alten und den heutigen Revisionismus, 76 pages 6,00 F
- 4. Die Grundlagen des revolutionären Kommunismus, 88 pages 8,00 F
- 5. Was heisst es, den Marxismus zu verteidigen ?, 132 pages 10,00 F
- 6. Gewalt und Diktatur im Klassenkampf, 74 pages 8,00 F

EN LANGUE ANGLAISE

- Série : « The Texts of the International Communist Party » :
 1. The Fundamentals of Revolutionary Communism 4,00 F
 2. Party and Class 5,00 F

EN LANGUE ESPAGNOLE

- Série : « Los textos del partido comunista internacional » :
 1. Los fundamentos del comunismo revolucionario 4,00 F
 2. Fuerza violencia dictadura en la lucha de clase 4,00 F
 3. Partido y clase 8,00 F

EN LANGUE PORTUGAISE

- As lutas de classe em Portugal de 25 de Abril a 25 de Novembro 5,00 F
- Série : « Os textos do partido comunista internacional » :
 1. Teses características do partido: bases de adesão 3,00 F
 2. Lições das contra-revoluções 3,00 F
 3. Os fundamentos do comunismo revolucionario 5,00 F

Commandes : Editions Programme Communiste, 20, rue Jean-Bouton, Paris-12^e
 Paiement par chèque ou mandat à l'ordre de F. Gambini, ou virement au
 C.C.P. 2202-22 L Marseille (F. Gambini).

Envois : nous prenons à notre charge l'envoi en paquet non clos, au tarif « périodiques ». Pour les envois sous pli fermé, le spécifier expressément à la commande et ajouter 20 % pour frais d'envoi.

NOTRE PRESSE

EST EN VENTE :

BRUXELLES :
 "La Borgne Agasse"
 45, rue St Jean

LOUVAIN LA NEUVE :
 "Centre Galilée"
 Pl de Galilée

ANVERS :
 Free Press Bookshop
 Walstraat, 7

CHARLEROI :
 "Clunny"
 86, Bd Tirou

LIEGE :
 "L'autre livre"
 7, pl E. Dupont

MONS :
 Ch Fordham
 15, rue des Fripiers

GENT :
 - Universitaire Boekhandel
 20 St Amandstraat

- Boekenfonds Maruix
 Ajuinlei, 18

ATH :
 Noterman
 54, chaussée de Mons

VENÉZ DISCUTER A LA PERMANENCE DU PARTI :

Le 2ème jeudi de chaque mois, au local de l'ASBL Club, 51, avenue de la Couronne, 1050 - BRUXELLES. de 19 heures 30 à 21 heures 30.

Imp Spe.